

Déclaration commune des professeurs correcteurs de philosophie de l'académie de Bordeaux Réunion d'entente sur l'épreuve de spécialité HLP : lundi 16 mai 2022

Les professeurs de philosophie, évaluateurs de l'épreuve de spécialité HLP ont constaté lors de la réunion d'entente que les sujets proposés et les conditions de passation et de correction pour cette première session complète du nouveau baccalauréat sont loin d'être satisfaisants et viennent, au contraire, confirmer tout ce qu'on pouvait craindre.

Une rupture d'égalité manifeste entre les candidats : d'abord du fait de la disproportion entre la difficulté des sujets du jour 1 de l'épreuve et celle des sujets du jour 2. Le texte de Ricœur notamment était redoutable pour un élève de terminale, d'autant plus qu'il n'avait que deux heures pour l'analyser. Dans certains établissements, c'est seulement sur les sujets du jour 1 que les candidats auront pu composer. Il est aussi à craindre que l'équité que l'on est en droit d'attendre d'une correction d'examen national ne soit pas possible du fait de la variété des sujets et de la multiplication des réunions d'harmonisation qu'elle supposerait mais qui pour l'instant ne semblent pas prévues.

Des sujets mal pensés et mal formulés : outre la difficulté du texte de Paul Ricœur les sujets nous semblent mal formulés et mal pensés. Le sujet « qu'est-ce qu'être en guerre ? » est tellement ouvert qu'il n'est pas problématisable par les élèves qui risquent de tomber mécaniquement dans le piège du catalogue. La formulation de la question sur le texte de Rousseau aurait gagné à être plus philosophique : (« A quelles conditions ... » plutôt que « dans quelle mesure »).

Nous observons que de telles formulations n'auraient pas été retenues pour l'enseignement philosophique dans le cadre du tronc commun et qu'elles relèvent plutôt de ce qui pourrait être attendu de candidats qui passent les concours d'enseignement

La mise en évidence hélas prévisible de la nature mal définie des exercices demandés : dès le départ, le flou entretenu sur la nature des épreuves de HLP a été dénoncé par la plupart des professeurs. Comment envisager une préparation sérieuse si les attendus et la méthode de l'épreuve sont si mal définis ? Nos demandes d'éclaircissement n'ont reçu pour réponse que des injonctions à accepter tout et son contraire du point de vue de la forme, quitte à renoncer aux exigences essentielles qui définissent le geste philosophique au nom d'une prétendue « bienveillance ». Le fait que la question d'interprétation ne soit pas une explication philosophique du texte et que l'essai ne soit pas une dissertation ne peut conduire qu'à la confusion dans la pratique de ces exercices et constitue un véritable obstacle à leur enseignement. La lecture des copies a été malheureusement l'illustration de cette confusion. Fallait-il, par exemple, restituer avec fidélité la pensée de Rousseau ou l'utiliser comme point de départ (simple prétexte ?) pour bâtir une réflexion sur la recherche de soi ? Pourquoi ne pas avoir formulé clairement ce qu'on attendait du candidat, en proposant une question du type : « Selon Rousseau, dans quelles conditions peut-on redevenir soi-même ? » Il est significatif à notre sens que jusqu'à ce jour aucune banque de sujets véritable n'ait été proposée. Apparemment, cette épreuve reste un objet scolaire non identifié pour beaucoup d'entre nous. Cette confusion méthodologique est dommageable à double titre puisqu'elle handicape les élèves aussi bien en HLP que pour le tronc commun et ne permet en rien aux élèves d'approfondir leur maîtrise des savoir-faire méthodologiques proprement philosophiques – ce qu'on pourrait légitimement attendre d'une spécialité.

D'une façon générale, les sujets gagneraient à être cadrés pour renvoyer à des points identifiables du programme : ce qui permettrait de valoriser les élèves qui ont fait l'effort de

travailler sérieusement tout au long de l'année. Si l'on veut faire de la spécialité HLP une vraie « voie de spécialisation » il faut que les élèves puissent réussir en travaillant et non qu'ils aient le sentiment de jouer à la roulette russe et de « bricoler » une réponse à des questions qui sont peut-être réjouissantes pour un universitaire mais qui ont tout de la trahison pour un élève de terminale. L'égalité de traitement serait plus aisée avec des sujets classiques et des textes canoniques. On ne peut pas d'un côté déplorer l'abandon massif de cette spécialité en terminale et en même temps proposer des épreuves qui font fuir les élèves méritants.

Nous dénonçons enfin, les conditions dans lesquelles on nous demande d'évaluer ces épreuves et la surcharge de travail que cela exige des professeurs de philosophie. Nous nous retrouvons à devoir faire des choix très difficiles entre le temps nécessaire à la correction sérieuse et sereine et la nécessité de finir le programme de tronc commun et de préparer correctement nos élèves au Grand Oral. Certains collègues ont des scrupules à déposer la totalité de leurs journées de correction car ils ne veulent pas pénaliser leurs élèves, d'autres subissent des pressions des chefs d'établissement et/ou des parents d'élèves qui voient d'un mauvais œil cet « absentéisme » que l'on voudrait pouvoir présenter comme de la convenance personnelle. Nous rappelons que la correction est un travail qui demande du temps et de la disponibilité d'esprit. En laissant à l'initiative des seuls enseignants le fait de prendre ou pas ce temps nécessaire de correction, elle laisse penser à la communauté des parents et des élèves qu'il serait toujours possible de faire sans, puisque certains, plus « méritants » ou « investis » seraient prêts à s'en passer.

Nous demandons donc, outre le retour à des épreuves terminales et nationales seules garantes d'un traitement équitable des candidats, que, a minima, un temps de correction banalisé pour tous soit prévu à l'issue des épreuves plutôt que cette gestion individuelle et éclatée qui place les professeurs dans une double contrainte intolérable et participe de la déstructuration des équipes et des enseignements que nous observons et vivons avec les élèves et les parents depuis la mise en place de la réforme du Baccalauréat.